



Service des droits des femmes et de l'égalité

## Synthèse de l'actualité

15 janvier 2010

### Action gouvernementale

#### Rayhana reçue ce vendredi par Nadine Morano

La secrétaire d'Etat chargée de la famille et de la solidarité, **Nadine Morano**, doit recevoir le 15 janvier l'auteur et comédienne d'origine algérienne **Rayhana**, victime d'une agression à Paris, « *pour lui exprimer son soutien* », a-t-elle indiqué jeudi dans un communiqué. Cette artiste féministe a été agressée et aspergée d'essence mardi soir alors qu'elle se rendait à la Maison des Métallos à Paris (XI<sup>e</sup>), où elle joue actuellement, avec huit autres actrices, sa pièce « *A mon âge, je me cache encore pour fumer* ». La secrétaire d'Etat « *s'indigne de l'agression dont a été victime la scénariste comédienne Rayhana qui s'est toujours engagée en faveur de la promotion des droits des femmes* », indique le communiqué, ajoutant que les deux femmes avaient déjà eu un entretien téléphonique. « *En cette année où les violences faites aux femmes sont reconnues comme grande cause nationale, cet acte intolérable doit être plus que jamais dénoncé et condamné et les Français mobilisés pour que cessent ces atteintes odieuses à la dignité de la femme* », a estimé **Nadine Morano**.

[Lire le communiqué sur notre site](#)

#### Remise du rapport « La santé des personnes sans chez soi »

A la demande de **Roselyne Bachelot-Narquin**, ministre de la Santé et des Sports, le psychiatre **Vincent Girard**, assisté du docteur **Pascale Estecahandy** et du docteur **Pierre Chauvin**, a été chargé d'élaborer des propositions pour améliorer les parcours de soins et de vie des personnes sans-abri. Le 8 janvier, le docteur Girard a remis son rapport à **Roselyne Bachelot-Narquin**, en présence de **Benoist Apparu**, secrétaire d'Etat chargé du logement et de l'urbanisme, et du préfet **Alain Régnier**, délégué général pour la coordination de l'hébergement et l'accès au logement des personnes sans-abri ou mal logées. La question des femmes « sans chez soi » est abordée dans le rapport qui souligne en particulier que « *toutes les associations ont constaté un accroissement du nombre des femmes seules ou des couples accompagnés d'enfants depuis la fin des années 1990* ». Un chapitre est intitulé « Les femmes à la rue : entre silence, honte et violences ».

[Lire l'information et télécharger le rapport sur le site du ministère de la Santé](#)

## Législation, réglementation, nominations

### Loi de finances pour 2010

La loi de finances pour 2010 (n° 2009-1673 du 30 décembre 2009) a été publiée au **Journal officiel** du 31 décembre 2009.

[Retrouver la loi sur Légifrance](#)

### Ordre National de la Légion d'honneur

Les décrets de promotion dans l'Ordre national de la Légion d'honneur ont été publiés au **Journal officiel** du 1<sup>er</sup> janvier 2010. **Christiane Scrivener**, ancienne ministre, ancienne députée européenne, et **Eveline Sullerot**, sociologue, journaliste, écrivaine, ont été élevées à la dignité de grand officier. **Marie-Thérèse Join-Lambert**, inspectrice générale des affaires sociales honoraire, **Colette Kreder**, membre fondatrice d'associations en faveur des femmes, et **Marie Charles-Roux**, journaliste, écrivaine, présidente de l'Académie Goncourt, ont été promues au grade de commandeur. **Colette Codaccioni**, ancienne ministre, ancienne députée du Nord, **Anne Lauvergeon**, présidente du directoire d'un groupe industriel, et **Irène Frain**, écrivaine, ont été promues au grade d'officier.

**Michèle Reiser**, réalisatrice, productrice et auteur de films de télévision, **Marie-Madeleine Duru-Bellat**, professeure des universités, **Jacqueline Thibault**, présidente fondatrice d'une association en faveur des femmes, **Annie-France Barrat**, vice-présidente d'une organisation nationale de femmes chefs d'entreprises, **Brigitte Polonowski**, consultante internationale sur les violences envers les femmes et l'extrême pauvreté, et **Maryse Viseur**, présidente d'une association en faveur des femmes, ont été nommées au grade de chevalier. Enfin, on notera tout particulièrement ici, **Elisabeth Tomé-Gertheinrichs** (photo), chef du service des droits des femmes et de l'égalité, qui est également nommée au grade de chevalier.



### Directrices et directeurs départementaux interministériels

Un arrêté du 1<sup>er</sup> janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles a été publié au **Journal officiel** du 3 janvier. Les nominations concernent les différentes directions départementales chargées des territoires, de la mer, de la protection des populations et de la cohésion sociale.

[Retrouver l'arrêté sur Légifrance](#)

### Directrices et directeurs régionaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

Un arrêté du 4 janvier 2010 portant nomination de directeurs régionaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale a été publié au **Journal officiel** du 14 janvier.

[Retrouver l'arrêté sur Légifrance](#)

## Direction de l'information légale et administrative

Une **Direction de l'information légale et administrative** (DILA), placée sous l'autorité du Premier ministre et rattachée au secrétaire général du Gouvernement, a été créée (Décret n° 2010-31 du 11 janvier 2010 publié au **Journal officiel** du 12 janvier). Dans le cadre de la mise en œuvre de la révision générale des politiques publiques (RGPP), la DILA est née de la fusion entre la **Documentation française** et la **Direction des Journaux officiels**. Un décret (n° 2010-32 du 11 janvier 2010) instituant un Conseil d'orientation de l'édition publique et de l'information administrative a également été publié au JO du 12 janvier.

[Retrouver le texte sur le Conseil d'orientation sur Légifrance](#)

[Retrouver le texte sur la direction de l'information légale et administrative](#)

## Circulaire relative aux instructions générales de politique pénale

La circulaire datée 1<sup>er</sup> novembre 2009 relative aux instructions générales de politique pénale de la ministre d'Etat, garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Libertés, aux procureurs généraux près les cours d'appel et aux procureurs de la République près les tribunaux supérieurs d'appel, pour diffusion aux magistrats du parquet (synthèses du 6 novembre et 18 décembre 2009) a été publiée au **Bulletin officiel** du ministère de la Justice (2009/6 du 30 décembre 2009).

[Télécharger le texte du BO Justice](#)

## HALDE

### Une grossesse sans discrimination

La **Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité** (HALDE) a publié un dépliant « Les conseils de la HALDE - Une grossesse sans discrimination » qui sera diffusé à 1,5 million d'exemplaires dans des espaces accueillant le public (CAF, MJD, planning familial, maternités, etc.). Dans le communiqué de presse diffusé à cette occasion le 5 janvier, la HALDE rappelle que « *dans un sondage réalisé en février 2009 par l'institut CSA pour la HALDE (synthèse du 23 mars 2009) près d'un français sur deux (46%) estimait qu'être enceinte constituait un inconvénient dans la vie professionnelle* » et que « *23% des femmes avaient été interrogées sur leurs projets parentaux lors d'un entretien professionnel* ». La Haute autorité souligne également que depuis sa création, elle « *a reçu plus de 400 réclamations liées à la grossesse, dont plus de 60 % (soit 250 réclamations) au cours de l'année 2009* » et que ses interventions « *ont abouti à des condamnations devant les tribunaux : des salariées enceintes licenciées ont ainsi obtenues des indemnités allant de 15 000 et 203 416 €* ».

[Lire l'information et voir le dépliant sur le site de la HALDE](#)



## « La HALDE épingle BNP Paribas pour discrimination »

Selon **Le Monde** du 7 janvier, « la banque BNP Paribas vient de se faire épingle pour avoir entravé le déroulement de carrière d'une de ses salariées. Dans une délibération rendue le 14 décembre 2009, dont *Le Monde* a pris connaissance, la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde) considère que l'établissement financier a infligé à Mme N. des "inégalités de traitement fondées sur le sexe, la grossesse et la situation de famille" ». La HALDE « doit présenter ses "observations" à la cour d'appel de Paris, qui examinera cette affaire le 11 janvier » indique **Le Monde**.

[Retrouver l'article sur le site du quotidien](#)

## Droits personnels et sociaux

### Délivrance des premiers « pass contraception »

**Ségolène Royal** a annoncé le 6 janvier que les premiers « pass contraception » destinés aux jeunes filles mineures pour lutter contre les grossesses précoces et réduire les avortements, ont été délivrés par une infirmière scolaire en Poitou-Charentes (synthèses des 13, 16 et 20 novembre 2009). Le « pass contraception » se présente comme un carnet de chèques



restaurant, avec des tickets pour une visite chez un médecin et chez un gynécologue ainsi qu'un bon d'échange en pharmacie pour un moyen contraceptif. La présidente de la région Poitou-Charentes avait annoncé le 13 novembre l'envoi dans une centaine de lycées de sa région de 1 400 « pass contraception », en dépit de l'avis négatif du ministère de l'Education nationale. La rectrice de l'académie de Poitiers, Béatrice Cormier a demandé par courrier aux proviseurs des lycées de ne pas les distribuer. Le ministre de l'Education nationale, Luc Chatel, s'est prononcé contre. (D'après l'**Agence France Presse**).

## Egalité professionnelle

### Peu de femmes dirigent des entreprises

Selon l'**Observatoire des inégalités** (10 décembre 2009), « Peu de femmes dirigent des entreprises ». L'Observatoire a mis en ligne les chiffres de l'enquête annuelle 2009 de l'association Action de femme. Selon l'Observatoire, « les femmes sont de plus en plus diplômées, mais le "plafond de verre" demeure une réalité. Seules 17,2 % des entreprises françaises sont dirigées par une femme. Une proportion similaire se retrouve au sein du secteur public. Des disparités apparaissent cependant suivant le secteur d'activité et la taille de l'entreprise. Il y a davantage de dirigeantes dans le commerce ou les services que dans l'industrie, secteur globalement moins féminisé. Plus la taille de l'entreprise est importante, moins il y a de femmes dirigeantes : elles sont 8,6 % dans les entreprises de plus de 250 salariés contre 18,9 % dans les entreprises de moins de 10 salariés ».

[Lire l'information et les chiffres sur le site de l'Observatoire](#)

## La place des femmes dans les armées

La **Revue Défense Nationale** publie dans son numéro de janvier un article de **Michel Klen**, docteur en lettres et sciences humaines, essayiste, ancien officier d'infanterie, auteur de nombreux articles dans différentes revues spécialisées, sur « La place des femmes dans les armées ». Selon l'auteur, *« l'idée selon laquelle la moitié de l'humanité avait été conçue uniquement pour les choses inhérentes à la maternité et à l'entretien du foyer est aujourd'hui dépassée. L'exigence actuelle des femmes d'être considérées comme des actrices à part entière dans les débats contemporains touche tous les grands sujets, notamment l'institution de la Défense. Pour mieux saisir la problématique de ce fait de société, il est nécessaire de s'appuyer d'abord sur des données historiques »*. Après le rappel historique, l'auteur fait le point sur la féminisation dans les armées contemporaines. On notera que les femmes constituent 14,62 % des effectifs militaires début 2009, alors qu'elles n'étaient que 10 % en 1995. Le service de santé est le corps le plus féminisé (49,87 %), très loin devant l'armée de l'air qui vient en tête des armées avec 20,69 %, suivie par la marine nationale (12,83 %), et l'armée de terre avec 10,67 %. Les militaires féminins de la gendarmerie représentent 14,05 % des effectifs. **Michel Klen** vient de terminer un ouvrage sur « L'histoire des femmes soldats » qui doit paraître chez **Ellipses** au printemps 2010. (Photo : Virginie Guyot, première femme à avoir intégrée la Patrouille de France - synthèse du 2 avril 2008 - © Jean-Michel Turpin).



[Télécharger l'article sur le site de la revue](#)

## Publications, parutions

### Parcours professionnels et état de santé

La Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) et la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) publient un numéro de **Premières Informations Premières Synthèses** consacré aux « Parcours professionnels et état de santé » (janvier 2010 - n° 001). Selon le résumé, *« l'enquête Santé et itinéraire professionnel (SIP), menée fin 2006-début 2007, montre des liens étroits entre les parcours professionnels passés et l'état de santé des personnes au moment de l'enquête : les travailleurs dont les parcours sont peu marqués par la précarité ou les mauvaises conditions de travail se déclarent plutôt en bonne santé ; ce sont plus souvent les plus qualifiés ou les personnes ayant connu une promotion sociale. En revanche, les parcours caractérisés par un déclassement social, des épisodes de chômage ou d'inactivité, des changements d'emploi fréquents ou des conditions de travail difficiles sont plus fréquemment associés à un état de santé dégradé. L'analyse descriptive proposée ici ouvre la voie à des recherches plus approfondies qui viseront à mettre en évidence les mécanismes à l'œuvre »*. L'enquête montre en particulier que *« les progressions de carrière concernent surtout des hommes (34 % contre 25 % pour les femmes). À l'inverse, 7 % des personnes ont connu une trajectoire descendante et ce sont majoritairement des femmes »*.



[Télécharger le numéro de Premières Informations Premières Synthèses](#)



## Féminisme

### Parution du 4<sup>e</sup> numéro d'Osez le féminisme

Le numéro 4 d'**Osez le féminisme** est en ligne et son éditorial nous annonce « *une année résolument féministe !* ». Le mensuel souligne que grâce aux récentes mobilisations féministes, « *la question des droits des femmes avance dans les esprits* » et que « *les 40 ans du MLF que nous fêterons cette année vont permettre d'accentuer la tendance* ». « *Mais cela ne suffit malheureusement pas pour que l'égalité avance dans la réalité* » estime le journal. Et de prendre pour exemple la place des femmes en politique. **Osez le féminisme** se demande si l'égalité en politique n'est pas « *mission impossible* » et consacre son dossier du mois à ce sujet avec en particulier les interviews exclusives de **Martine Aubry**, **Marie-George Buffet** et **Cécile Duflot**. A la une du site du réseau d'**Osez le féminisme** on trouvera également les bonnes résolutions des militantes d'**Osez le féminisme** pour 2010, un sujet sur la marche mondiale des femmes en 2010, et, dans la catégorie « *On aime* », une présentation de notre synthèse...



<http://www.osezlefeminisme.fr/>

## Manifestations

### Séminaire « Genre et Conflits Armés »

Un séminaire sur le thème « Genre et Conflits Armés. Repenser les impacts des conflits et les processus de reconstruction » est organisé par le laboratoire **Genre, Travail, Mobilités (GTM)** du **Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris (CRESPPA)** (CNRS - Université de Paris 8). Le GTM est un laboratoire centré en particulier sur les questions du travail dans une perspective d'analyse du genre. Les organisateurs du séminaire soulignent que « *si les conflits armés et les processus de paix et de réconciliation sont des objets d'étude fréquents pour les chercheur(e)s en sciences sociales, leur impact sur les rapports de genre dans les sociétés concernées est le plus souvent négligé ou relégué au second plan, alors qu'ils sont dans la plupart des cas très importants* ». « *L'idée d'étudier les rapports de genre dans les conflits armés* », ajoutent-ils, « *implique de se pencher sur une définition plus précise de ce qu'est le conflit, et de faire des liens avec des formes de violences et de domination de genre qui s'exercent aussi dans des périodes de « pré » et de « post » conflit* ». Le séminaire aura lieu une fois par mois **de janvier à juin 2010**. La première séance se tiendra le **mardi 19 janvier** sur le thème « Genre, militarismes et politiques internationales », une séance exceptionnelle avec **Cynthia Enloe**, professeure à Clark University, USA et auteure de nombreux articles et livres sur les thèmes des féminismes, du genre, de la militarisation et de la mondialisation. Le séminaire de **Cynthia Enloe** sera suivie d'un débat avec **Suzuyo Takazato**, et trois autres femmes de l'association « *Okinawa Women Act Against Military Violence* ».

[Télécharger le programme du séminaire](#)

## Soirée d'hommage à Carole Roussopoulos

Le programme de la soirée d'hommage à **Carole Roussopoulos** (synthèses des 29 octobre et 29 décembre 2009) a été communiqué par les organisateurs. Extraits de films et d'entretiens, diaporama, prises de parole, chansons et musique, etc. la soirée verra se succéder Areski Belkacem, Anne Bisang, Nicole Brenez, Jackie Buet, Christine Delphy, Nicole Fernandez Ferrer, Hélène Fleckinger, Brigitte Fontaine, Yvan Gieysse, Patricia Godal, Chris Marker, Laure Marsac, Lucia Martini, Mimi Bastille, Gérard Poitou, Laurence Rebouillon, Oreste Scalzone, Coralie Seyrig, Francesca Solari, Ioana Wieder... Une pièce musicale « Pour Carole » par Duncan Yougerman sera interprétée par Vincent Daoud et Pierre-Stéphane Meugé aux saxophones. La soirée se tiendra le **vendredi 22 janvier** au théâtre Silvia Monfort à Paris.

## Beijing + 15

### Discussion en ligne sur « l'égalité des genres, l'éducation et la formation »

Dans le cadre de la célébration de **Beijing + 15**, l'UNESCO organise une discussion en ligne sur « l'égalité des genres, l'éducation et la formation » **du 10 janvier au 7 février 2010**. Chaque semaine, ce forum interactif se penchera sur les nouveaux développements, les défis et les politiques liés à ce thème qui constitue un enjeu important pour l'égalité de genre. Toutes les personnes, réseaux et organisations intéressés sont invités à participer au débat. Cette discussion fait partie d'une série de discussions en ligne des Nations Unies consacrées à l'examen des 15 ans de mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'Action de Beijing, et aux résultats de la 23<sup>e</sup> session spéciale de l'Assemblée Générale (2000).

[Retrouver l'information sur le site de l'UNESCO](#)



## Union européenne

### L'Europe ouvre la porte des conseils d'administration aux femmes

**Liaisons sociales** daté du 7 janvier a publié un article titré « L'Europe ouvre la porte des conseils d'administration aux femmes » faisant le point sur l'avancée des femmes dans les conseils d'administration en Europe. Le magazine spécialisé indique que « *la proposition de loi de l'UMP visant une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des conseils d'administration et de surveillance n'est pas isolée en Europe* ». Et d'estimer qu'il s'agit de « *l'exemple même de l'ouverture du monde politique français aux bonnes pratiques des autres États membres de l'UE. Car, loin d'être isolée et incongrue, la démarche de vouloir imposer l'équilibre entre les hommes et les femmes au sein des lieux de pouvoir et des entreprises en particulier est une véritable lame de fond européenne dont Liaisons sociales Europe s'est régulièrement fait l'écho depuis la loi norvégienne de 2003 (...)* ». Le magazine fait le point sur la situation dans différents pays et estime que, « *malgré l'absence d'un cadre européen, les États agissent en s'inspirant des meilleures pratiques, ce qui conduit finalement à une certaine « harmonisation » des dispositifs nationaux* ».

## Réunion d'un groupe à haut niveau sur le « Gender Mainstreaming »

Les 14 et 15 janvier se tient à Madrid une réunion de hauts fonctionnaires et d'experts sur le « Gender Mainstreaming ». L'objectif de la réunion est d'évaluer l'étendue du respect du plan stratégique pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2005-2010, et commencer les préparatifs du plan 2011-2015. La réunion sera précédée d'une séance de la Troïka, le jeudi 14. La réunion de haut niveau se tiendra le 15 et c'est la ministre espagnole de l'Egalité des sexes, **Bibiana Aído** (photo), qui l'inaugurera le vendredi 15 janvier. Cette réunion se situe en amont de la réunion informelle des ministres de l'égalité qui se tiendra à Valence les **jeudi 25 et vendredi 26 mars** prochain. A noter également, dans l'agenda de la Présidence espagnole de l'Union, un séminaire sur « L'application du critère lié au genre dans le cadre Politique européenne de sécurité et de défense. Implantation de la résolution 1325/2000 des Nations Unies » qui aura lieu à Madrid **le 26 mars**.



## L'égalité entre les femmes et les hommes - 2010

Chaque année, la **Commission européenne** adresse au Conseil européen de printemps un rapport sur les avancées dans le domaine de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les Etats membres de l'Union, et présente les défis et les priorités pour l'avenir. Le Rapport de la Commission au Conseil, au Parlement européen, Comité économique et social européen et au Comité des régions pour 2010, daté du 18 décembre 2009, a été mis en ligne début janvier. Le résumé rappelle que « *l'égalité des sexes est un droit fondamental et l'un des principes communs de l'Union européenne* » et que « *celle-ci a largement contribué à la promotion de la femme et à l'amélioration de la vie des femmes et des hommes grâce à une législation importante sur l'égalité de traitement et à l'intégration explicite de la dimension hommes-femmes dans ses politiques et ses instruments* ». Et de continuer : « *cependant, en dépit de l'évolution positive vers une société et un marché du travail plus égalitaires, des inégalités entre les femmes et les hommes persistent, essentiellement au détriment des premières. La crise économique actuelle fait craindre une mise en péril des réalisations dans ce domaine et une exposition plus marquée des femmes aux effets de la récession. Le ralentissement de l'activité économique pourrait être utilisé pour justifier une limitation ou une réduction des mesures égalitaires, comme le confirme l'analyse des réactions nationales à la crise. Mais cette période de crise constitue aussi une occasion unique d'introduire des changements, l'égalité des sexes étant une condition préalable à une croissance durable, à l'emploi, à la compétitivité et à la cohésion sociale. Les décideurs pourraient saisir cette occasion pour appliquer des politiques destinées à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes sur le marché du travail et dans la société* ».

[Télécharger le rapport sur le site de l'Union européenne](#)

Pour information, cette synthèse est réalisée à partir d'alertes d'actualité internet, de la surveillance des sites institutionnels français, ainsi que d'une sélection de sites associatifs francophones, des informations et documents reçus par le bureau de la communication et d'une sélection de la presse quotidienne et hebdomadaire nationale. Cette synthèse ne peut en aucun cas être interprétée comme reflétant le point de vue de son auteur. Photos © DR

Service des droits des femmes et de l'égalité. Bureau de la communication  
[sdfc-com@sante.gouv.fr](mailto:sdfc-com@sante.gouv.fr) - <http://www.femmes-egalite.gouv.fr/>